

### Pour mieux lutter :

#### Critiquer la marchandisation de l'éducation autrement

Depuis plusieurs années déjà, le gouvernement québécois travaille plus ou moins ouvertement pour « assurer une meilleure adéquation formation-emploi » [1]. Cette formule ne désigne bien entendu rien d'autre que la marchandisation de l'éducation, dénoncée depuis plusieurs années déjà par le mouvement étudiant : il s'agit ni plus ni moins d'œuvrer à soumettre autant que possible les établissements d'éducation supérieure aux besoins du patronat. Après plusieurs autres initiatives qui allaient dans ce sens (on se souviendra par exemple du rapport Demers), c'est sur son Rendez-vous national sur la main-d'œuvre, une grand-messe libérale réunissant entreprises et « partenaires sociaux » prévue pour les **16 et 17 février** prochain, que l'élite politique québécoise semble miser pour progresser vers cet objectif. Parmi les thèmes principaux de l'événement, on trouve « les enjeux de disponibilité de main d'oeuvre », « le développement des compétences » et « la formation continue », autant de façons de parler de ce même impératif de subordination des collèges et universités aux besoins de l'économie.

Jusqu'ici, bien que la réponse aux politiques de marchandisation de l'éducation ait été forte, elle s'en est toujours tenue à quelques points qui ont fini par perdre tout impact à force de répétition. Ainsi, beaucoup d'organisations étudiantes ou professorales ont appelé à lutter contre l'ingérence des intérêts économiques dans le fonctionnement interne des établissements collégiaux et universitaires au nom de l'indépendance de ces derniers, de la neutralité de la recherche et du rôle du système d'éducation dans la « formation des citoyens ». Si on ne peut que saluer cette réponse à un exemple évident de collaboration antipopulaire entre les élites politiques et économiques, force est de constater que les arguments sur lesquels se repose cette réponse sont insuffisants.

Cette rhétorique a deux limites principales. D'une part, ils présument l'existence, quelque part dans l'espace ou dans le temps, d'une université neutre, pure, produisant des connaissances au nom de grands principes moraux. Bien entendu, une telle chose n'a jamais réellement existé, et l'indépendance académique que les opposant.e.s de la marchandisation défendent en ce moment est toute relative. Il est vrai que certaines disciplines universitaires ne présentent pas un intérêt économique immédiat, mais elles ne peuvent exister que comme contrepartie de domaines d'études qui répondent *déjà* aux besoins des entreprises et des gouvernements.

D'autre part, ces arguments ne touchent en réalité qu'une minorité d'étudiant.e.s et laissent croire que l'enjeu de la marchandisation de l'éducation, ou plutôt de l'ingérence accrue des entreprises privées dans le secteur, est une affaire d'intellectuel.le.s qui se destinent à la recherche et à une vie entière passée dans la tour d'ivoire universitaire. C'est pourtant faux : « l'adéquation formation-emploi » concerne certes celles.ceux qui veulent (et ont les moyens de) se dédier à une discipline théorique, mais aussi et surtout, les étudiant.e.s qui devront quitter le milieu académique pour pouvoir travailler dans le domaine de leur spécialité. Le marché de l'emploi est, par sa nature même, hostile aux employé.e.s et favorable aux patron.ne.s et, s'il nous reste à voir quelles propositions concrètes émergeront du Rendez-vous de la main d'œuvre, il y a fort à parier qu'elles ne feront qu'empirer cet état de fait. Une formation relativement indépendante de la volonté du patronat accorde

aux diplômé.e.s une certaine marge de manœuvre, une capacité à s'adapter aux sursauts souvent brusques d'une économie capitaliste hautement imprévisible. Une formation « en adéquation avec le marché de l'emploi » tend à en rendre dépendant.e.s les diplômé.e.s, qui risquent d'autant plus de souffrir de ces crises, des changements soudains de la conjoncture internationale et d'autres facteurs similaires. Enfin, l'arrimage de l'éducation aux besoins du marché fait partie d'une problématique plus large, celle du recul rapide des « acquis sociaux », tant vantés au Québec. Si le gouvernement cherche à rendre le système d'éducation plus immédiatement profitable, cela s'inscrit dans la même logique que les coupes dans les services sociaux, les opérations de charme qui visent à attirer des investissements de l'étranger (on n'a qu'à penser au Plan Nord) aux dépens des intérêts de la population en général, et ainsi de suite. Ces reculs sont, bien entendu, la conséquence logique d'un ensemble de causes, parmi lesquelles on trouve notamment la dernière grande crise boursière et l'augmentation de la compétition économique à l'échelle internationale. On voit bien l'échelle du problème, et on devine par conséquent celle d'une éventuelle solution. Quelles sont les conséquences pratiques de ces considérations ? Elles vont comme suit : pour lutter efficacement contre la marchandisation de l'éducation, il faut sortir des sentiers battus. Ce n'est pas au nom d'une université pure et idéalisée qu'on doit s'opposer à l'amélioration de l'« adéquation formation-emploi », mais bien parce qu'elle affecte directement nos vies et notre avenir, et parce qu'elle s'inscrit dans un contexte plus large, celui d'une offensive généralisée du gouvernement contre les quelques acquis sociaux dont nous disposons. En posant le problème de cette façon, nous pouvons en renouveler notre compréhension et mieux y faire face.

[1] *La Presse*, « Québec reporte le Rendez-vous national sur la main-d'œuvre en février ».

#### Mandat

- ✓ Considérant la tenue du **Rendez-vous national sur la main-d'œuvre** organisée conjointement par le gouvernement du Québec et les principaux regroupements patronaux et syndicaux, les 16 et 17 février prochains;
- ✓ Considérant que cet exercice de relations publiques entre élites politiques et économiques ont historiquement conduit à l'appauvrissement des classes les plus pauvres;
- ✓ Considérant que ledit Rendez-vous traitera de la question de la formation et de l'arrimage des institutions d'enseignement au marché du travail;
- ✓ Considérant qu'une campagne de sensibilisation et de revendication sur la rémunération des stages a cours depuis de nombreuses années, notamment en psychologie et en éducation, et qu'elle s'étend plus récemment à l'ensemble des programmes;
- ✓ Considérant l'organisation par diverses associations étudiantes et autres groupes d'actions de perturbation dans le cadre du Rendez-vous;
  - Que l'AGECVM tienne une journée de grève le jeudi 16 février 2017 en marge du **Rendez-vous national sur la main d'œuvre** avec pour principales revendications la rémunération de tous les stages et le salaire minimum à 15\$/h;